

PROCÈS-VERBAL de la réunion du Comité exécutif du Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ), qui s'est tenue le 18 février 2026 à compter de 9 h.

1. APPEL NOMINAL DES PERSONNES OFFICIÈRES

Étaient présents

Mme Sylvie Nelson	Présidente
Mme Marie-Claude St-Pierre	Secrétaire générale
Mme Sophie Lonergan	Vice-présidente au service aux membres
M. Philippe Brulé	Vice-président
Mme Annick Beaulieu	Vice-présidente
M. Jocelyn Dupuis	Vice-président
Mme Zari Daknema	Vice-présidente
Mme Karima Handis	Vice-présidente
Mme Manouchka Étienne	Vice-présidente
Mme Karine Hudon	Vice-présidente
Mme Josée Laliberté	Vice-présidente
M. Sylvain Leblanc	Vice-président
Mme Alexandra Morency	Vice-présidente
Mme Sylvie Thomassin	Vice-présidente

Absence motivée

Aucune.

La consœur Sylvie Nelson et la consœur Marie-Claude St-Pierre agissent respectivement comme présidente et secrétaire de la réunion.

Ayant atteint le quorum, la rencontre débute à 9 h 13.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. Appel nominal des personnes officielles
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Mot de la présidente
4. Procès-verbal de la réunion du Comité exécutif du 14 janvier 2026
5. Correspondance
6. États financiers du syndicat en date du 31 octobre 2025
7. Rapport des syndicats en date du 31 décembre 2025
8. Rapport du service de recrutement
9. 31^e Congrès CTC – Logistique
10. Journée de rencontre avec les personnes députées à l'Assemblée nationale du Québec les 14 et 15 avril 2026
11. Division du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS)
12. Division des résidences privées pour personnes âgées (RPA)
13. Division des entreprises d'économie sociale et des services communautaires
14. Division des services à la petite enfance (CPE)
15. Division de la production privée de biens et services
16. Embauche
 - a. Personne avocate
17. Rapport des personnes vice-présidentes
 - a. Karima Handis
 - b. Manouchka Étienne
18. Conflits en cours
 - a. CPE Cornemuse
19. Affaires nouvelles
 - a. Comité paritaire CPE
 - b. Comités SQEES
20. Affaires non terminées
 - a. Suivi enquête externe
 - b. Base de données UnionWare
21. Levée de l'assemblée

IL EST PROPOSÉ par la consœur Alexandra Morency
APPUYÉE par la consœur Karima Handis
 D'adopter l'ordre du jour tel que présenté.

ADOPTÉ

3. MOT DE LA PRÉSIDENTE

La consœur Sylvie Nelson présente un bilan des activités depuis la dernière rencontre du Comité exécutif tenue le 14 janvier 2026. Elle transmet ensuite ses félicitations au confrère Sylvain Leblanc pour sa nomination à titre de coordonnateur des délégués sociaux pour la région de l'Outaouais, fonction qu'il débutera à compter du 2 mars prochain et qui représentera une charge de travail estimée entre 20 et 25 heures par semaine.

Elle remercie également les personnes présentes sur la ligne de piquetage lors de la journée de grève au CPE Cornemuse, en Outaouais, le 14 janvier dernier, soulignant leur mobilisation et leur solidarité.

La consœur Nelson mentionne avoir assisté au Comité exécutif de l'UIES à Porto Rico. Cette rencontre a marqué une étape importante de transition, notamment avec le départ de Sharleen Stewart et l'arrivée de nouveaux représentants pour assurer la relève. Les discussions ont porté sur un contexte économique et social plus difficile pour les travailleuses et travailleurs et sur l'importance pour l'UIES de renforcer son rôle de mobilisation sur le long terme. La croissance du syndicat reste une priorité, avec l'objectif de continuer à augmenter le nombre de membres d'ici 2026. Une attention particulière a aussi été portée aux changements dans le monde du travail liés à l'intelligence artificielle, avec la volonté d'en encadrer l'utilisation pour qu'elle profite aux personnes salariées. Enfin, certains ajustements internes ont été présentés afin de rendre l'action syndicale plus claire, plus efficace et mieux adaptée aux défis actuels.

Le gouvernement fédéral a récemment instauré un nouveau crédit d'impôt destiné aux préposé(e)s aux services de soutien à la personne, une mesure qui reconnaît enfin la valeur du travail accompli par ces personnes salariées essentielles. Cette avancée est le fruit de cinq années de travail acharné mené par Sharleen et son équipe au sein du SEIU Healthcare, qui a porté ce dossier avec détermination pour obtenir cette reconnaissance bien méritée pour les travailleuses et travailleurs du secteur.

Les services de la consœur Jennifer Genest ont été prêtés à la FTQ en raison de plusieurs absences, afin d'assurer le suivi de divers dossiers, notamment le Congrès de la FTQ, les États généraux ainsi que les nouveaux projets de loi du gouvernement de la CAQ. Elle demeure toutefois actuellement à l'emploi du SQEES.

La consœur Nelson mentionne l'alternance prévue pour la coordination à la table centrale dans le cadre de la prochaine négociation du secteur public. Elle rappelle que cette responsabilité devait initialement revenir au SQEES lors de la dernière ronde, mais que celui-ci avait convenu de la laisser au SFCP afin d'assurer la continuité des travaux.

Pour la ronde actuelle, la coordination devait être assumée par le SQEES. Toutefois, le SCFP a exprimé son refus, invoquant sa représentativité d'environ 68 % des effectifs du secteur public, comparativement à près de 20 % pour le SQEES. La présidente souligne le non-respect de l'entente initiale, demande la confidentialité des échanges et indique que différentes pistes de solution sont à l'étude, dont un scénario de travail conjoint avec l'ajout d'une personne représentante du SQEES à la table de coordination. À défaut d'entente, le SQEES pourrait assumer la responsabilité de la mobilisation, conformément au partage historique des rôles.

La consœur Nelson poursuit en indiquant avoir participé à la formation *Agir syndicalement pour les travailleuses et travailleurs migrants* les 11 et 12 février dernier avec l'exécutif syndical de Chaudière-Appalaches. Cette même formation a été demandée pour l'exécutif du CIUSS ODIM.

La consœur Nelson termine en indiquant avoir participé à un lobby intersyndical dans le cadre du Groupe tactique intersyndical santé et services sociaux (GTISSS), incluant des rencontres avec des chefs de partis de l'opposition à l'Assemblée nationale. Les échanges ont porté principalement sur quatre enjeux : la mise en place d'une assurance médicaments publique et universelle, la décentralisation des CLSC, la défense des services publics ainsi que la souveraineté numérique. La consœur Genest avait préalablement informé la présidente en vue des échanges, notamment lors des rencontres avec Ruba Ghazal, porte-parole de Québec solidaire, et Linda Caron, députée de La Pinière pour le Parti libéral du Québec, afin de les sensibiliser aux enjeux, d'aborder la question de Santé Québec et de revendiquer une présence sur certains comités d'administration.

Une rencontre informelle imprévue avec Pierre Saint-Paul-Plamondon, chef du Parti québécois et les conseillers sociaux politiques, dont faisait partie la consœur Genest, a également permis d'échanger sur ces dossiers.

4. PROCÈS-VERBAL DE LA RENCONTRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DU 14 JANVIER 2026

IL EST PROPOSÉ par le confrère Philippe Brulé

APPUYÉ par la consœur Josée Laliberté

D'adopter le procès-verbal de la rencontre du Comité exécutif du 14 janvier 2026.

ADOPTÉ

5. CORRESPONDANCE

Aucune.

6. ÉTATS FINANCIERS DU SYNDICAT EN DATE DU 31 OCTOBRE 2025

La consœur Marie-Claude St-Pierre présente les états financiers du mois d'octobre 2025.

IL EST PROPOSÉ par la consœur Marie-Claude St-Pierre
APPUYÉE par la consœur Annick Beaulieu
D'adopter les états financiers du syndicat en date du 31 octobre 2025.

ADOPTÉS

7. RAPPORT DES SYNDICS EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 2025

La consœur Marie-Claude St-Pierre présente le rapport des syndics du mois de décembre 2025.

IL EST PROPOSÉ par la consœur Marie-Claude St-Pierre
APPUYÉE par le confrère Sylvain Leblanc
D'adopter le rapport des syndics du mois de décembre 2025.

ADOPTÉ

8. RAPPORT DU SERVICE DE RECRUTEMENT

La consœur Nelson indique qu'aucun ajout n'a été apporté au rapport du service de recrutement depuis la dernière rencontre.

IL EST PROPOSÉ par la consœur Sylvie Nelson
APPUYÉE par la consœur Sylvie Thomassin
D'adopter le rapport du service de recrutement.

ADOPTÉ

La consœur Nelson fait part que plusieurs dossiers de recrutement sont en cours, dont celui de la coopérative qui a été discuté lors de la dernière rencontre du CE. Le seuil de 51 % requis pour le dépôt n'est pas encore atteint, mais la possibilité d'un vote électronique demeure envisageable, puisque le seuil de 35 % est atteint.

Certains développements sont notés dans quelques CHSLD ainsi qu'une RPA à Candiac, où les collègues Caroline Bélisle et Carl Reinhardt poursuivent activement leurs démarches de recrutement et multiplient les échanges dans plusieurs établissements.

La consœur Nelson poursuit en rappelant le processus de recrutement en cours au CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal (CODIM), où près de 360 cartes ont été signées. Le recrutement demeure toutefois difficile et des rumeurs laissent entendre que la CSN serait sur le point de déposer, situation qui pourrait être facilitée par la présence d'autres catégories déjà syndiquées avec elle, bien qu'une certaine réserve subsiste. Le SQEES prévoit néanmoins effectuer une dernière offensive de recrutement à CODIM, sous forme d'une intervention ciblée d'une à deux semaines. La consœur Daknema, travaillant à un établissement à proximité, mentionne être disponible pour donner un coup de main, particulièrement en raison que la majorité des personnes salariées sont anglophones.

En terminant, la consœur Nelson indique que plusieurs outils de recrutement sont actuellement à être mis à jour, incluant la refonte du site Web et la production de matériel promotionnel.

9. 31^e CONGRÈS DU CTC - LOGISTIQUE

Dans le cadre de la participation du Comité exécutif au 31^e congrès du CTC qui se déroulera à Winnipeg, les modalités logistiques de déplacement ont été discutées. Sylvie et Cassandra se rendront sur place plus tôt que le reste de la délégation, Sylvie devant participer à des rencontres du comité exécutif prévues le samedi. La délégation principale prévoit voyager en avion le dimanche 10 mai.

L'option d'horaire envisagée : un départ groupé de Montréal à 19 h 15 et pour les participants en provenance de Québec, un itinéraire avec escale à Ottawa est prévu, au départ de Québec à 17 h. Le retour est prévu le 15 mai, à confirmer.

10. JOURNÉE DE RENCONTRE AVEC LES PERSONNES DÉPUTÉES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC LES 14 ET 15 AVRIL 2026

Six membres du comité exécutif ont confirmé leur participation à la journée de rencontres avec les personnes députées, soit Karima, Manouchka, Annick, Sylvain, Philippe et Sylvie. Les confirmations d'hébergement au Palace Royal seront transmises sous peu. Un rappel est également fait concernant la rencontre du comité exécutif prévue le 16 avril à Québec à 10 h, à la salle Rambouillet du Palace Royal.

11. DIVISION DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (RSSS)

La consœur Lonergan fait état de l'avancement des travaux en intersyndicale concernant l'ancienneté réseau, dans le contexte du projet de loi 100 et des enjeux de mobilité du personnel. Les discussions se poursuivent, mais des divergences demeurent entre l'intersyndicale et le CPNSSS.

Elle mentionne également la tenue de rencontres exploratoires en intersyndicale sur les clauses locales découlant du projet de loi 100, afin d'amorcer les travaux en vue de la prochaine négociation. L'objectif est de préparer les comités de négociation dès l'automne 2026 pour être prêts en 2027, notamment en ce qui concerne les consultations et le renouvellement des conventions collectives. Enfin, elle indique que, faute d'entente prochaine, le dossier de l'ancienneté réseau pourrait être reporté à la négociation de 2027.

12. DIVISION DES RÉSIDENCES PRIVÉES POUR PERSONNES ÂÎNÉES (RPA)

La consœur Lonergan indique qu'il n'y a rien de nouveau pour cette division.

13. DIVISION DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES

La consœur Lonergan fait un suivi concernant les membres du SQEES œuvrant en transport scolaire. Elle indique qu'une récente rencontre a permis de soulever plusieurs enjeux, notamment la place limitée de leur division malgré des revendications importantes et l'intervention des centres de services scolaires dans la relation de travail, incluant la tenue de rencontres sans représentation syndicale.

Elle mentionne également plusieurs préoccupations liées aux conditions d'exercice : formation jugée insuffisante pour le transport d'enfants, absence de formation en gestion de crise, enjeux de sécurité routière, état des routes en région et non-respect des signaux d'arrêt par les automobilistes. Des problématiques d'accompagnement, de surcharge et d'organisation du transport des élèves sont aussi relevées.

Enfin, elle indique qu'une consultation sera lancée auprès des conductrices et conducteurs d'autobus du SQEES afin de documenter leur réalité, reconnaître leur contribution et orienter les actions futures.

14. DIVISION DES SERVICES À LA PETITE ENFANCE (CPE)

La consœur Marie-Claude St-Pierre mentionne une demande des Métallos visant l'ajout d'une personne porte-parole à la table des CPE. À la suite d'échanges avec Nicolas Lapierre, président des Métallos, ceux-ci ont reconnu ne pas disposer de l'expertise requise dans ce secteur et ont convenu de ne pas poursuivre la syndicalisation des CPE. Ils se sont engagés à référer au SQEES tout contact manifestant un intérêt pour la syndicalisation, considérant l'expertise du SQEES.

15. DIVISION DE LA PRODUCTION PRIVÉE DE BIENS ET SERVICES

Pas de nouvelles sur cette division.

16. EMBAUCHE

a) Personne avocate

La consœur Sophie Lonergan indique qu'à la suite du départ de Damien Lafontaine comme avocat, quelques personnes candidates ont été rencontrées en entrevues et la candidature de l'une d'elles a été retenue.

IL EST PROPOSÉ par la consœur Sylvie Nelson

APPUYÉE par la consœur Sophie Lonergan

De procéder à l'embauche de Me Zéni Andrade au titre de personne avocate au bureau du contentieux en date du 2 mars 2026.

ADOPTÉ

La consœur Lonergan conclut en informant des changements à venir au sein de l'équipe des personnes conseillères syndicales. Plusieurs retours d'absences pour maladie sont prévus et certains établissements du confrère Maxime Monchamp seront retirés de sa route en raison de ses engagements en intersyndicale. Un poste pourrait être ouvert à la recherche et un affichage est prévu d'ici la fin mars pour l'ajout d'un poste de personne avocate au contentieux.

17. RAPPORT DES PERSONNES VICE-PRÉSIDENTES

a) Karima Handis

La consœur Handis présente un rapport portant sur les dossiers de francisation et les travaux du comité sur le racisme systémique.

Elle mentionne la tenue d'une rencontre des responsables des comités du SQEES le 28 janvier, sous la supervision de Marie-Claude St-Pierre, ainsi qu'une rencontre du comité de promotion du français de la FTQ le 11 février, à laquelle participait Olivier Carrière, nouveau secrétaire général de la FTQ. Une activité dans le cadre de la Semaine de la francisation est prévue le 17 mars, soit la 32 rencontre annuelle des comités de francisation de la FTQ et le SQEES y inscrira les membres de son comité de francisation afin de favoriser la participation. Elle souligne les enjeux persistants en matière de francisation dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, notamment les impacts sur les conditions de travail et la santé-sécurité, ainsi que la place grandissante de l'anglais dans certains milieux. Elle mentionne également l'existence d'une enveloppe budgétaire permettant au SQEES d'envisager un projet pilote de formation et de soutien à la francisation.

La consœur Handis fait état des travaux du groupe sur le racisme systémique, incluant une rencontre tenue le 17 février, et rappelle certains enjeux d'accès, d'équité et d'écarts salariaux pour les personnes issues de la diversité.

Enfin, elle revient sur les États généraux et les réflexions liées à la baisse de participation syndicale, ainsi que sur les défis de mobilisation, notamment dans le cadre de la Semaine de la relève syndicale où la libération des participantes et participants demeure un enjeu.

b) Manouchka Étienne

La consœur Manouchka Étienne mentionne une rencontre tenue le 17 février avec le confrère Garcia Saint-Fleur concernant la Loi 90, lors de laquelle des personnes préposées aux bénéficiaires (PAB) ont témoigné de leur réalité, notamment de la surcharge de travail et du transfert accru de responsabilités.

Le dossier demeure à l'étude et d'autres rencontres sont prévues, incluant la suggestion de mettre en place un comité de parents de résidents afin de poursuivre les échanges sur les conditions de travail. Une autre rencontre est prévue le mois prochain.

18. CONFLIT EN COURS

Un conflit est en cours au CPE Cornemuse dans la région de l'Outaouais. La grève se tiendra pendant trois jours, les 18, 19 et 20 février 2026 afin de débloquer l'impasse dans les négociations, malgré la conciliation.

19. AFFAIRES NOUVELLES

a) Comité paritaire d'assurance des CPE

La consœur Sophie Lonergan informe les membres que le mandat confié à la consœur Sophie Boyer a été renouvelé le 26 janvier 2026, à titre de membre représentante du SQEES-298 (FTQ) au sein du Comité paritaire du Régime d'assurance collective du personnel des centres de la petite enfance et des garderies subventionnées du Québec. Le mandat renouvelé doit être entériné par le comité exécutif via une résolution qui sera transmise au comité paritaire.

IL EST PROPOSÉ par la consœur Sylvie Nelson

APPUYÉE par la consœur Sophie Lonergan

De renouveler le mandat confié à Sophie Boyer à titre de membre représentante du SQEES-298 (FTQ) au sein du Comité paritaire du Régime d'assurance collective du personnel des centres de la petite enfance et des garderies subventionnées du Québec.

ADOPTÉE

b) Comités SQEES

La consœur Marie-Claude St-Pierre informe des récentes activités des comités du SQEES. Elle mentionne la tenue d'une rencontre du comité de francisation le 13 février dernier où un tour de table et une présentation du fonctionnement du comité ad hoc ont été faits. Elle rappelle également la 32^e rencontre annuelle des comités de francisation de la FTQ prévue le 17 mars ainsi que la formation *Action syndicale en francisation* prévue le 21 mai 2026, à laquelle les membres du comité de francisation du SQEES seront inscrits.

Elle indique qu'une rencontre du comité environnement s'est tenue le 17 février sous la responsabilité de la consœur Maryse Valiquette et, enfin, elle mentionne qu'une rencontre du comité d'actions féministes est prévue le 24 février afin de préparer les travaux, notamment en vue du 8 mars, avec l'appui de la consœur Guylaine Therrien pour assurer la transition.

20. AFFAIRES NON TERMINÉES

a) Suivi enquête externe

Une rencontre a eu lieu aux Jardins du Haut-Saint-Laurent et à Côté Jardins, où une même présidence est en fonction pour les deux sites, avec une vice-présidence propre à chacun. Les recommandations ont été transmises aux personnes concernées et une rencontre s'est tenue avec la personne conseillère et la direction. Les mesures ont déjà été mises en place et la situation est, à ce jour, réglée.

b) Base de données UnionWare

La consœur St-Pierre mentionne que les travaux d'évaluation des processus et des modes de fonctionnement, incluant l'utilisation de la base de données, arrivent à leur terme. L'analyse porte sur l'option d'implanter une nouvelle base ou d'optimiser l'outil actuel. Un compte rendu avec recommandations et estimations de coûts sera présenté à la mi-mars à la direction et au Comité exécutif, afin de permettre la prise de décision.

21. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

IL EST PROPOSÉ par le confrère Jocelyn Dupuis
APPUYÉ par la consœur Zari Daknema

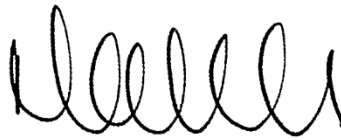
D'adopter la levée de l'assemblée

ADOPTÉE

L'ASSEMBLÉE EST CLÔTURÉE À 11 h 48.



Sylvie Nelson
Présidente de la réunion



Marie-Claude St-Pierre
Secrétaire de la réunion